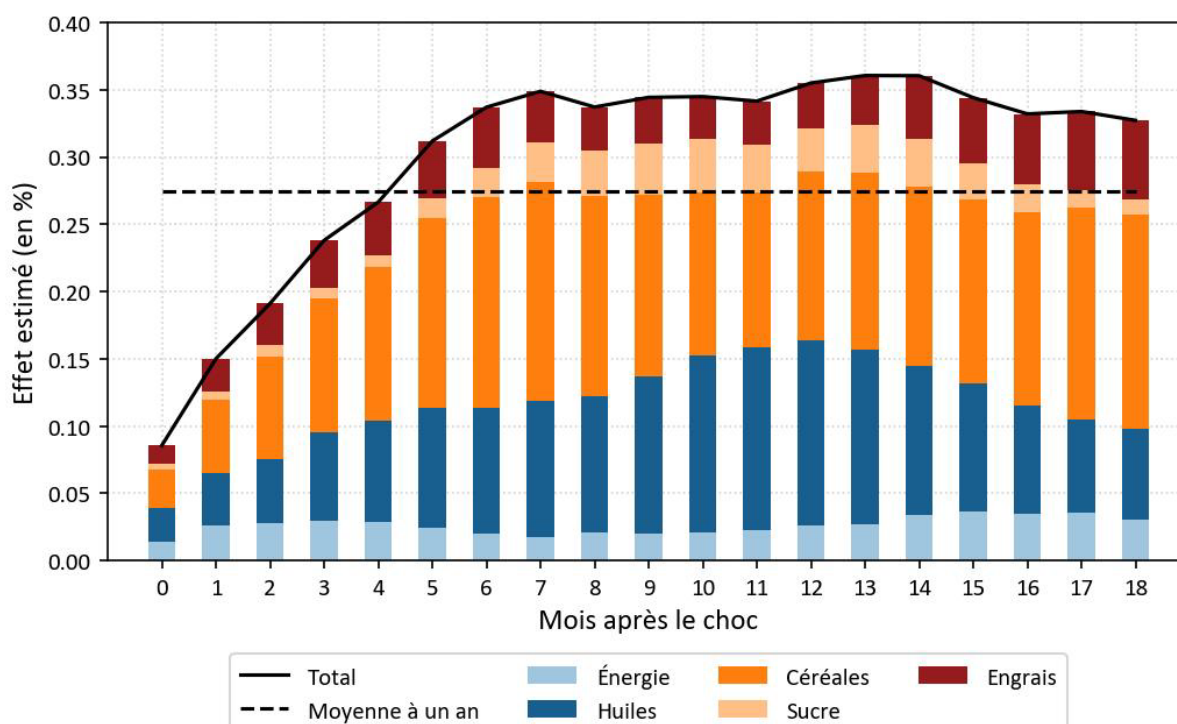


Transmission des prix des matières premières à l'inflation en Afrique

Par [Thibault Lemaire](#) et Paul Vertier

Les hausses des prix mondiaux des matières premières depuis mi-2020 ont alimenté l'inflation en Afrique. Une nouvelle méthode d'estimation montre qu'elles seraient transmises à hauteur de 30 % aux prix à la consommation du continent, un chiffre supérieur aux estimations existantes. L'effet est plus marqué dans les pays à faible revenu et là où l'alimentation pèse le plus dans la consommation.

Graphique 1 : Effet d'une hausse de 1 % des prix des matières premières sur les prix à la consommation en Afrique

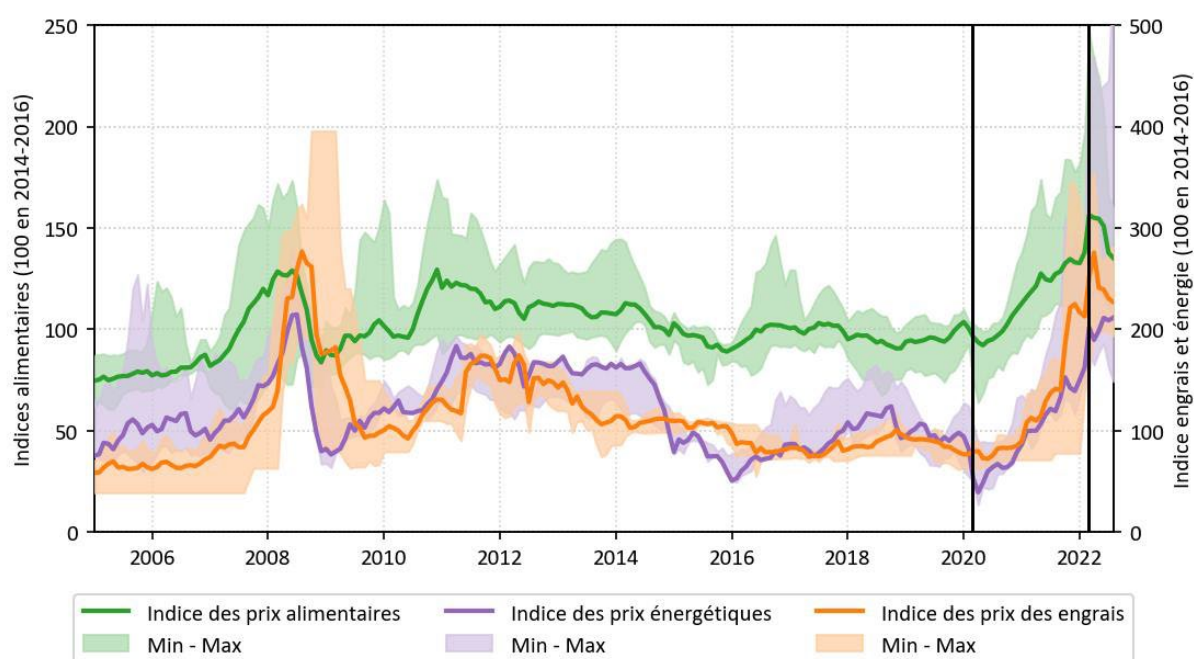


Source : Calculs des auteurs fondés sur la méthode des projections locales. Données Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), The International Disaster Database (EM-DAT), Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED).

Une exposition forte et hétérogène de l'Afrique à la hausse récente des prix des matières premières

Après une baisse marquée au début de la pandémie de Covid-19, les prix des matières premières ont rebondi à partir de mi-2020 et ont atteint des niveaux historiquement élevés au printemps 2022, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie : + 53 % pour l'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) entre les premiers semestres 2020 et 2022, + 196 % pour l'indice des prix de l'énergie et + 214 % pour l'indice des prix des engrais de la Banque mondiale (Graphique 2).

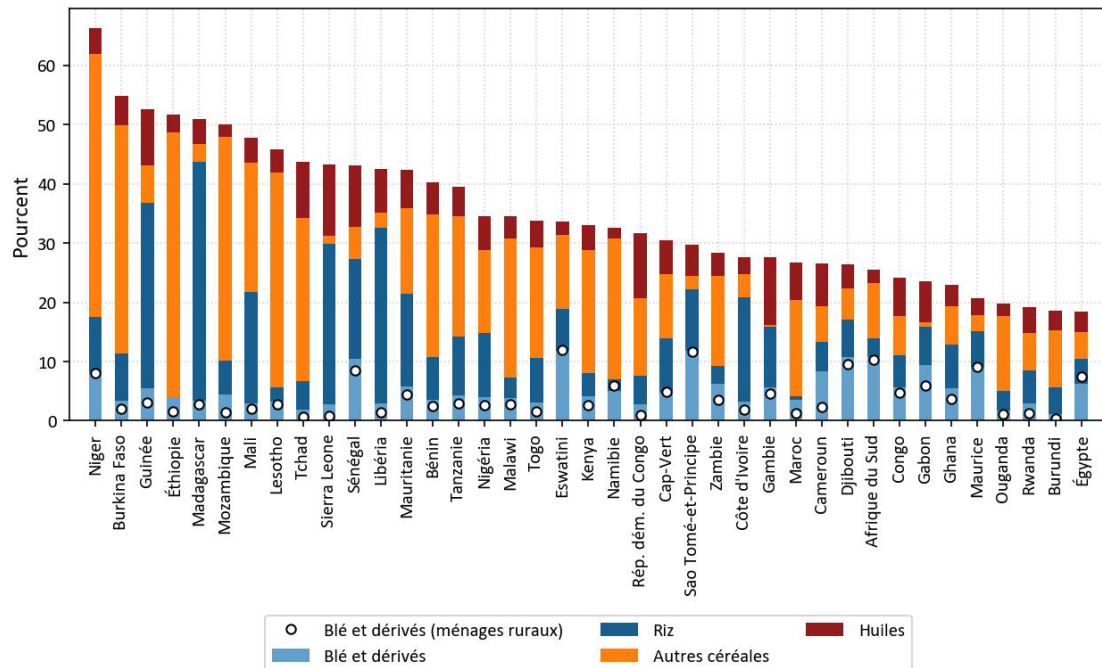
Graphique 2 : Prix mondiaux des biens alimentaires et des engrais



Source : FAO (prix alimentaires), Banque mondiale (prix des engrais et énergétiques). Élaboré par les auteurs.

Les économies africaines sont vulnérables aux hausses de prix des matières premières. La plupart sont importatrices nettes de denrées alimentaires et l'alimentation y représente en moyenne près de la moitié du panier de consommation des ménages. En outre, selon le Fonds monétaire international (FMI), 12 % de la population d'Afrique subsaharienne est en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022, en hausse de 30 % depuis début 2020. Néanmoins, les hausses de prix des matières premières étant d'ampleur inégale (+ 58 % pour les prix des céréales contre +137 % pour les prix des huiles entre les premiers semestres 2020 et 2022), l'exposition de chaque pays peut varier en raison de l'hétérogénéité de structure des paniers de consommation. La part des céréales et des huiles végétales dans l'alimentation est ainsi supérieure à 50 % dans six pays d'Afrique, mais inférieure à 20 % dans quatre autres (Graphique 3). La part de l'alimentation et de l'énergie dans la consommation totale varie elle aussi fortement, de plus de 70 % dans quatre pays contre moins de 30 % dans trois pays.

Graphique 3 : Part des céréales et des huiles dans l'alimentation



Source : Banque mondiale (Global Consumption Database, 1996-2011), calculs des auteurs.

Mesurer la transmission des prix des matières premières à l'inflation : un exercice complexe

Diverses études ont entrepris de mesurer la transmission des prix des matières premières alimentaires et énergétiques aux indices des prix à la consommation ([Bekkers et al., 2017](#), et [Gelos et Ustyugova, 2017](#), entre autres). Les résultats impliquent généralement une transmission (*pass-through*) de l'ordre de 5 % à 15 %. Cette dernière est cependant susceptible d'être sous-estimée du fait du recours à des indices agrégés des prix des matières premières, qui utilisent une pondération représentative à l'échelle mondiale, et donc éloignée des réalités locales. Plus récemment, [Okou et al., 2022](#) ont documenté une transmission quasi complète des prix mondiaux de certaines céréales à leur prix observés sur les marchés locaux d'Afrique subsaharienne. Une telle approche ne capture cependant pas les répercussions potentielles sur les prix des autres biens de consommation (alimentation transformée notamment). Enfin, les études existantes n'intègrent généralement pas les chocs sur les prix des engrais, qui peuvent affecter à long terme les productions locales.

Dans un article du *Rapport annuel des Coopérations monétaires Afrique-France 2021*, nous estimons, pays par pays, la transmission des prix mondiaux des matières premières aux prix à la consommation en Afrique, en considérant simultanément 17 matières premières parmi cinq catégories (céréales, huiles végétales, sucre, énergies, engrais).

L'utilisation d'indices de prix désagrégés permet de mieux capturer l'hétérogénéité des variations de prix mondiaux et les corrélations croisées, entre catégories de matières premières et entre biens au sein d'une catégorie. L'utilisation de ces indices dans des régressions estimées pays par pays permet en outre de mieux prendre en compte l'hétérogénéité de structure des paniers de consommation des pays africains. Enfin, les effets sont estimés nets des effets liés au change, des catastrophes naturelles, des conflits civils et des variations de taux d'intérêt. Ils ne prennent cependant pas en compte les mesures mises en place pour tenter de lutter contre la hausse des prix (subventions, blocages de prix, etc.) ni la prévalence relativement élevée d'autoconsommation sur le continent.

Une transmission importante et durable des prix des matières premières aux prix à la consommation

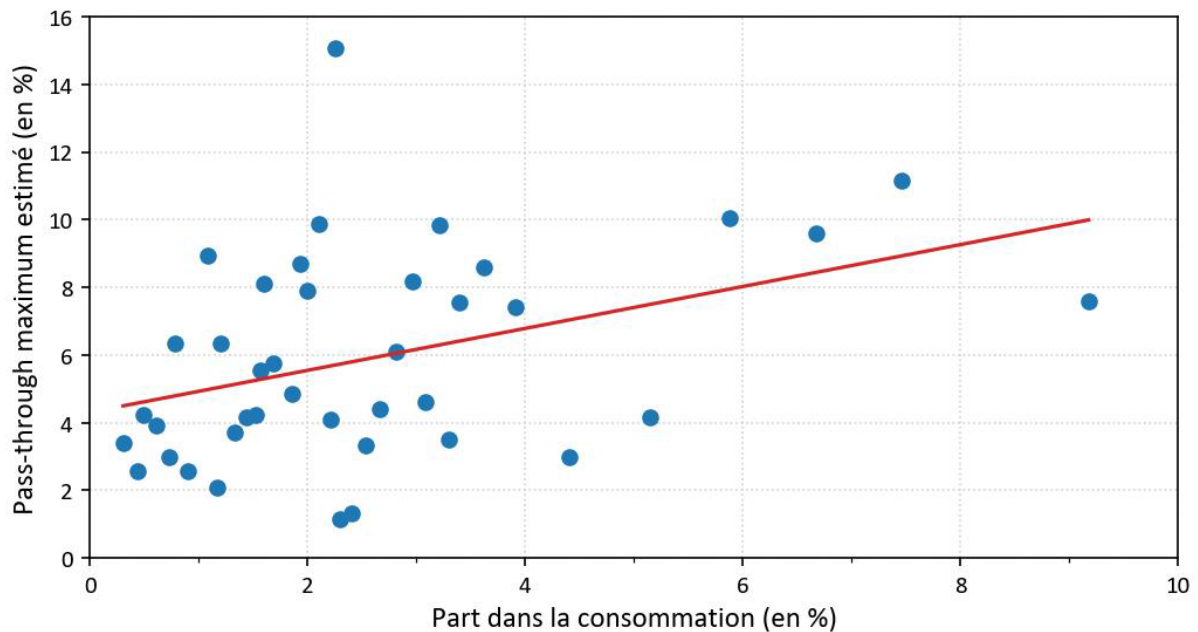
Le Graphique 1 représente, pour l'ensemble de l'Afrique, l'effet cumulé d'une hausse simultanée de 1 % des prix mondiaux de 17 matières premières sur les prix à la consommation, en agrégeant les résultats par catégories de matières premières et à l'échelle du continent (à l'aide des PIB à parité de pouvoir d'achat en 2021), et en ne considérant que les réactions positives et significatives au seuil de 10 %.

Une telle hausse de 1 % se traduit, en Afrique, par une augmentation rapide et durable des prix à la consommation d'environ 0,3 % en moyenne, soit un taux de transmission d'environ 30 %. La transmission aux prix domestiques est croissante au cours des sept mois suivant le choc et atteint ensuite un plateau. En conservant également les coefficients négatifs ou non-significatifs, le taux de transmission atteindrait 20 % à 25 %.

Les prix des céréales et des huiles végétales ont les effets les plus importants et se transmettent respectivement à hauteur de 11 % et 9 % en moyenne sur un an. Ces deux catégories représentent plus des deux tiers de l'effet total sur cette période. Les hausses des prix des matières premières énergétiques ont un effet limité sur les prix la consommation, et se répercutent à hauteur de 2 % en moyenne sur un an, ce qui pourrait s'expliquer par la forte prévalence de subventions aux prix des carburants. Enfin, les effets d'une hausse des prix des engrais sont modérés sur un an (3 % en moyenne), puis s'accroissent en fin d'horizon jusqu'à atteindre 6 % au bout de 18 mois, illustrant les conséquences que de telles hausses de prix peuvent avoir sur les récoltes successives.

Les résultats montrent une forte hétérogénéité entre pays, avec des taux de transmission proches de 10 % pour les économies du Maghreb et l'Afrique du Sud, mais supérieurs à 45 % pour de nombreux pays, notamment le Tchad, le Burundi, le Kenya et plusieurs économies insulaires.

Graphique 4 : Corrélation entre taux de transmission estimés et part des biens dans la consommation en Afrique



Source : Banque mondiale (part dans la consommation), taux de transmission calculé par les auteurs fondés sur la méthode des projections locales et les données Banque mondiale, FMI, EM-DAT, ACLED.

La répercussion des prix mondiaux des matières premières sur les prix à la consommation en Afrique semble liée à plusieurs facteurs structurels. Un revenu par habitant plus élevé est associé à un taux de transmission plus faible, et une part importante des biens produits à partir de ces matières premières dans le panier de consommation est associée à un taux de transmission plus élevé (Graphique 4). En outre, les taux de transmission sont en moyenne plus élevés dans les pays souffrant le plus d'insécurité alimentaire.

Les estimations des *Perspectives économiques mondiales* d'octobre 2022 du FMI impliquent une répercussion des prix des matières premières alimentaires sur l'inflation de l'ordre de 15 à 20 % dans les pays à faible revenu, soit un résultat inférieur à nos estimations. Le FMI estime que les taux d'inflation africains en 2022 devraient être en moyenne supérieurs de 4 à 4,5 points de pourcentage aux taux de 2020. Ces hausses des prix viennent frapper le continent à un moment où il est particulièrement vulnérable, après avoir connu une forte chute de son revenu par habitant durant la pandémie de Covid-19 et alors que les marges de manœuvre de politique budgétaire sont réduites. La résilience alimentaire future de l'Afrique dépendra en grande partie de la concrétisation de stratégies ambitieuses pour valoriser ses nombreux atouts et atteindre le deuxième Objectif de développement durable portant sur la lutte contre la faim.